

Les cahiers de doléances

Ou l'urgence de prolonger un exercice démocratique inédit



Par **Christophe Fourel**, administrateur d'Alternatives Economiques, membre des Convivialistes

Résumé : Alors que les Français·e·s se sont massivement investi·e·s dans l'écriture de « cahiers de doléances », sollicités par le Président de la République Emmanuel Macron, ces derniers sont restés lettre morte. Une forte mobilisation citoyenne ayant permis d'ouvrir l'accès à ces cahiers, des premiers travaux de recherche nous permettent désormais d'en analyser le contenu. S'appuyant sur un numéro de la revue *Sciences Humaines* dédié au sujet, l'économiste Christophe Fourel nous livre son analyse personnelle de ce manque de reconnaissance des citoyens, appelant à restaurer le sens du possible démocratique par une voie convivialiste, et ce dans le contexte de l'approche des élections municipales les 15 et 22 mars 2026.

Le Labo de l'ESS tient à remercier Christophe Fourel pour cet article venant nourrir son axe de travail « Régénérer la vie démocratique »

Entre décembre 2018 et mars 2019, en plein mouvement des Gilets jaunes, des centaines de milliers de Français ont saisi la plume pour remplir les « **cahiers de doléances** » mis à disposition dans les mairies. Six ans plus tard, la revue *Sciences Humaines* consacre le 78^e numéro de sa série « Les Grands Dossiers »¹ à ces documents historiques qui, après avoir été longtemps ignorés, deviennent enfin accessibles au grand public. Cette publication révèle un paradoxe frappant : **l'engouement massif des citoyens pour cet exercice démocratique contraste violemment avec le manque de considération dont ces contributions ont fait l'objet.**

L'ampleur de la participation témoigne pourtant d'une soif de démocratie rarement observée. Au total, 240 000 contributions manuscrites ont été recueillies dans plus de 20 000 cahiers, auxquelles s'ajoutent près de deux millions de contributions numériques dans le cadre du Grand Débat national.

Les témoignages recueillis révèlent l'application avec laquelle les Français se sont prêtés à l'exercice. Beaucoup ont laissé leurs coordonnées complètes – numéro de téléphone, adresse postale et mail – espérant manifestement être entendus. Certaines contributions s'étalent sur plusieurs pages, structurées et argumentées avec soin. Cette minutie contraste cruellement avec le sort réservé à ces écrits.

L'enterrement d'une parole citoyenne

Car si l'élan fut massif, la suite relève du scandale démocratique. Le soir même où Emmanuel Macron devait restituer les conclusions du Grand débat, l'incendie de Notre-Dame a détourné l'attention médiatique. **L'exercice a été purement et simplement abandonné.** Les cahiers ont été numérisés par les Archives nationales où ils sont restés inaccessibles pendant de longs mois.

¹ Sciences Humaines. (2025). On a ouvert les cahiers de doléances. Ce qu'ont dit les Français. Les Grands Dossiers n°78, mars-avril-mai 2025. URL : <https://www.scienceshumaines.com/publications/ouvert-les-cahiers-de-doleances-ce-quont-dit-les-francais>

Gilles Proriol, expert en analyse de la participation citoyenne dont l'entreprise avait été missionnée pour analyser ces contributions, déplore dans le documentaire « Les Doléances² » d'Hélène Desplanques n'avoir « jamais été reçu à l'Élysée » pour présenter son travail. Il résume la situation avec amertume : « À la fin, ça a donné des éléments de langage ». La mission du Grand Débat National a été « purement et simplement supprimée », privant les citoyens de toute réponse.

Ce n'est qu'en mars 2025 que l'Assemblée nationale – à l'initiative de la députée écologiste de la Drôme Marie Pochon – a voté à l'unanimité une résolution pour rendre publics ces cahiers. En avril 2025, un arrêté ministériel a enfin permis leur consultation dans les archives départementales.

Ce que disent vraiment les Français

La consultation de ces cahiers permet de reconstituer le portrait d'une France qui ne correspond guère à celui véhiculé par les débats médiatiques. L'analyse des contributions révèle quatre thèmes : la **démocratie** (avec notamment la demande de référendum d'initiative citoyenne), la **fiscalité** (le rétablissement de l'impôt sur la fortune étant la proposition numéro un), la **transition écologique** et le **pouvoir de vivre**.

Ce dernier concept, forgé pour mieux rendre compte des doléances, va au-delà du simple « pouvoir d'achat » qui pointe la focale sur la consommation. Il englobe les besoins essentiels : se loger, se soigner, se chauffer, éduquer ses enfants, etc. Une mère écrit ainsi à Emmanuel Macron pour lui demander d'expliquer à sa fille pourquoi, bien qu'elle travaille, elle ne peut chauffer la maison à sa guise, ni lui offrir des menus équilibrés.

L'accès aux services publics revient constamment : l'hôpital, l'école, les transports collectifs. Les zones rurales font état d'un sentiment d'abandon. La transition écologique apparaît non comme un luxe mais comme une urgence, pourvu qu'elle soit socialement juste. Nombreux sont ceux qui réclament que les efforts demandés ne pèsent pas uniquement sur les plus modestes.

L'immigration : un non-sujet

L'un des enseignements les plus frappants de ces cahiers, largement ignoré par les médias, concerne ce qui n'y figure pas. Contrairement au bruit médiatique orchestré par l'extrême droite, **l'immigration n'apparaît que très marginalement dans les doléances**. Selon l'analyse de Gilles Proriol, « les sujets de l'immigration, de sécurité, de violence, de terrorisme, n'apparaissent pas spontanément » et ne représentent que « 3 à 4% des doléances ». Dans l'Eure, « le thème de l'immigration n'apparaît quasiment pas ». L'analyse textuelle menée en Gironde montre que le mot « immigration » apparaît dans seulement 7,7% du corpus, avec des positions variées, tandis que « laïcité » n'est cité que dans 1% des contributions et « islam » dans à peine 0,04%.

Ce décalage entre les préoccupations réelles des Français et l'agenda médiatico-politique révèle une instrumentalisation du débat public. Comme l'observe Fabrice Dalongeville, Maire d'Auger-Saint-Vincent qui s'est battu pour la publication de ces cahiers : « On va se rendre compte que les priorités des Français ne sont pas celles qui sont portées tous les jours par les politiques. Ce n'est pas l'immigration en tout cas dans les priorités ! »

Une crise de confiance envers le politique

Au-delà de ces revendications plus spécifiques, les cahiers de doléances témoignent d'une **grande insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la politique**. Cette défiance traverse l'ensemble des

² Pour en savoir plus sur ce documentaire paru en 2023 : <https://www.13prods.fr/les-doleances/>

contributions et prend plusieurs formes qui révèlent une crise plus profonde du sens du possible démocratique.

Les citoyens expriment massivement leur conviction que les élus ne les représentent plus, qu'ils forment une classe coupée des réalités du terrain. L'insistance sur le **référendum d'initiative citoyenne (RIC)** traduit cette volonté de reprendre directement en main les décisions collectives, sans passer par des intermédiaires jugés sourds aux préoccupations populaires. Cette demande ne relève pas d'un simple caprice : elle exprime une aspiration fondamentale à la reconnaissance. Comme l'observe le philosophe Axel Honneth et le sociologue Alain Caillé dans leur réflexion sur la reconnaissance³, les individus ne luttent pas seulement pour leur survie matérielle, mais pour être reconnus comme sujets capables de jugement et d'action. À la conception utilitariste d'individus atomisés en lutte pour leur survie, ils opposent la lutte pour la reconnaissance qui permet de progresser vers la considération mutuelle. Au contact d'autrui, chacun devient conscient de lui-même et apprend à s'auto-limiter.

Les contributeurs aux cahiers de doléances ne réclament donc pas seulement des réformes institutionnelles : **ils revendiquent d'être considérés comme des citoyens dignes, capables de réflexion et de propositions**. L'application minutieuse avec laquelle ils ont rempli ces cahiers, laissant leurs coordonnées dans l'espoir d'être entendus, témoigne de cette aspiration à la reconnaissance.

L'érosion du sens du possible

La dénonciation récurrente d'une parole politique déconnectée révèle un problème plus profond, elle pointe **l'écart croissant entre les promesses de changement et la paralysie effective du système**. Les contributeurs expriment une difficulté collective à agir, un sentiment d'empêchement face à l'accumulation de projets qui s'épuisent en vaine agitation sans que rien ne change vraiment.

Les civilisations ne sont pas le produit d'un milieu favorable, mais elles se forment dans l'adversité, par la réplique des humains aux défis qu'ils affrontent. Cette réplique suppose une vitalité du sens du possible qui permet, face à un obstacle inédit, de discerner une issue et de s'orienter collectivement vers elle. Ce sens du possible requiert une capacité de discernement en situation, une aptitude à débattre en vue de passer compromis, la capacité de coopérer en conciliant unité et pluralité, une acceptation suffisamment partagée de l'incertitude de l'avenir.

Or, **ce sens du possible recule aujourd'hui**. Les capacités (théorisées par l'économiste Amartya Sen⁴) sont ce qui permet de convertir les ressources disponibles en libertés réelles. Elles procèdent des différentes libertés positives qui s'exercent dans un régime démocratique et résultent d'une responsabilité collective.

Il existe donc un lien entre sens du possible, état des libertés et démocratie. Favoriser le sens du possible conforte la démocratie dans la durée, mais aide aussi la société à faire face aux événements. **Condition et finalité de la démocratie, une société habitée par le sens du possible se traduit en pratique par une certaine disposition à la confiance**. Or la confiance ne cesse de reculer sous nos yeux, sans que nul pouvoir ne semble soucieux d'y remédier.

La gouvernance par les nombres, contre les citoyens

Cette érosion du sens du possible trouve une de ses sources dans les nouveaux modes de gouvernance qui se sont imposées depuis plus de trente ans et qu'on regroupera derrière la notion de **« gouvernance par les nombres »**. Elle a pour visage ordinaire la direction par objectifs, qui s'est

³ Honneth, A. (2013). *La lutte pour la reconnaissance*. Gallimard. Paris. Caillé A. (2025), *Avez-vous de la valeur ?* Le Bord de l'Eau, Bordeaux.

⁴ Sen, A. (2001). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Editions O. Jacob. Paris

progressivement répandue dans tous les secteurs. Ce mode de gouvernement à distance s'accompagne d'une ingénierie de procédures, protocoles, chartes et autres contrats instaurant des systèmes de contrôle impersonnels.

Or, il existe **un lien très étroit entre l'organisation du travail et les conditions de participation démocratique**. L'activité professionnelle devient ainsi un contre-monde de la démocratie politique, un lieu où l'on désapprend systématiquement les compétences et les facultés qui sont normalement requises par celle-ci⁵.

Les cahiers de doléances témoignent précisément de cette souffrance : les citoyens constatent que leur capacité d'initiative est sévèrement encadrée, que l'entraide est dissuadée au profit de l'individualisation, que les valeurs du service public entrent en tension avec la pression de la performance. Cette souffrance éthique, ce malaise de ne pouvoir exercer pleinement sa citoyenneté, imprègne de nombreuses contributions.

De la société politique à la société de marché

L'insatisfaction exprimée dans les cahiers révèle aussi **le basculement d'une société politique vers une société de marché**.

À cette conception utilitariste, les contributions des cahiers de doléances opposent la lutte pour la reconnaissance. Le désir d'être reconnu est une motivation morale originaire qui donne sa dimension proprement humaine à l'entreprise politique. Raviver le sens du possible demande donc de remettre à l'honneur, sous la transaction marchande, cette couche première : le désir d'être reconnu. Cela implique de renouer avec la relation intersubjective, au lieu de la fuir dans la logique du tout-marché atomisé.

Le fait même que ces cahiers aient été ensuite ignorés pendant six ans constitue un déni de reconnaissance aux conséquences profondes. **Comment ne pas voir dans cet abandon la confirmation que la parole citoyenne ne pèse rien face aux logiques du pouvoir ?** Cette trahison illustre ce que dénonce les thèses du Manifeste convivialiste⁶ : nos élites politiques semblent naviguer dans un monde replié sur lui-même, de plus en plus étranger aux préoccupations de tous.

Ce déni alimente un ressentiment qui ne peut que s'intensifier. Les citoyens qui ont consciencieusement rempli les cahiers ont joué le jeu démocratique, mais on ne les a pas reconnus pour ce qu'ils étaient : des sujets politiques légitimes.

Restaurer le sens du possible démocratique : vers une éthique convivialiste de la discussion

Les cahiers de doléances nous rappellent pourtant qu'une autre voie est possible. Avec leurs plus de 700 propositions différentes, ils témoignent de cette **capacité citoyenne à penser collectivement l'avenir, à formuler des solutions concrètes face à l'adversité**.

Restaurer le sens du possible démocratique implique de prendre soin du lien social, d'entretenir un milieu fait d'attentes mutuelles non réductibles au jeu de purs mécanismes concurrentiels. Cela suppose d'accompagner l'épanouissement effectif des citoyens dans les sphères de l'éducation, du travail, de l'habitat, de la culture, où se façonnent les mœurs. Cela appelle une responsabilité partagée

⁵ Voir une illustration de ce lien entre organisation du travail et pratiques démocratiques dans Coutrot, T. (2024). *Le bras long du travail : Conditions de travail et comportements électoraux*. IRES. URL : <https://ires.fr/publications/documents-de-travail-de-ires/n01-2024-le-bras-long-du-travail-conditions-de-travail-et-comportements-electoraux/>

⁶ Internationale convivialiste. (2020). *Second manifeste convivialiste : pour un monde post-néolibéral* Internationale convivialiste. Actes Sud. Arles

entre sphère politique et société civile, gouvernants et gouvernés, pour qu'adviennent des citoyens participants et éclairés.

L'expérience des cahiers de doléances résonne donc particulièrement avec les principes du *convivialisme* qui prône la construction d'une société où prime la coopération sur la compétition destructrice comme le souligne souvent Patrick Viveret. Celle-ci repose sur un principe essentiel : « s'opposer sans se massacrer ». Elle postule qu'il est possible de former **une communauté à la fois politique et discursive dans laquelle les adversaires ne sont pas vus comme des ennemis mais comme une condition nécessaire du débat démocratique**. Face à « l'hystérisation des débats mis en scène par la machinerie médiatique », qui aboutit à ce que tout le monde soit « catalogué, étiqueté »⁷ en fonction de ce qu'il est supposé être plutôt que de ce qu'il propose, le convivialisme en appelle à une autre façon de faire de la politique.

La lente émergence de ces cahiers de l'ombre constitue peut-être une opportunité de renouer avec une démocratie plus substantielle.

Christophe Fourel

⁷ Nouvel Obs. (2015). *Et si on arrêtait de se média-bastonner ? Pour une pensée conviviale*
<https://www.nouvelobs.com/idees/20151022.OBS8166/et-si-on-arretait-de-se-media-bastonner-pour-une-pensee-conviviale.html>